

Conserver la biodiversité en temps de crise

Rapport du congrès SWIFCOB 23, 10 février 2023, UniS, Berne

Crise biodiversitaire et climatique, pandémie de Covid-19, crise énergétique et alimentaire consécutive à la guerre en Ukraine : le monde semble aujourd'hui fonctionner en mode crise. Dans quelle mesure les diverses crises s'influencent-elles mutuellement ? Quelles sont les mesures adoptées pour y remédier et quelles sont leurs incidences sur la nature et le paysage ? Et comment améliorer la sauvegarde et la promotion de la biodiversité en pareilles circonstances ? C'est notamment à ces questions qu'a essayé de répondre - et a répondu - le congrès SWIFCOB 2023 du Forum Biodiversité Suisse de la SCNAT, auquel ont pris part 230 personnes. Principal acquis : les mesures à adopter doivent s'attaquer aux crises dans leur intégralité, les protagonistes des différents secteurs recherchant ensemble de nouvelles solutions. La biodiversité fait partie de ces solutions et peut contribuer à surmonter beaucoup d'autres crises.

Gregor Klaus, Danièle Martinoli et Daniela Pauli

Tout est permis en cas d'urgence ?

En 2021, l'environnement et l'énergie semblaient plus ou moins en harmonie : la loi fédérale relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables (acte modificateur unique) était considérée comme un compromis entre l'extension des énergies renouvelables domestiques et la sauvegarde de la biodiversité. C'est alors que survint l'attaque de l'Ukraine par la Russie. Depuis lors, un approvisionnement sûr en électricité ne va plus de soi. Le développement de la production d'électricité doit s'accélérer pour devenir moins dépendant et garantir la sécurité d'approvisionnement. La révision de l'acte modificateur unique, que le Conseil des États a rapidement engagée, prévoit l'affaiblissement de la protection de la biodiversité. Il est notamment question de lever l'interdiction de construire des installations d'énergie renouvelable dans des biotopes d'importance nationale, c'est-à-dire des zones qui représentent seulement 2,2% de la superficie du pays et hébergent un tiers des sites d'observation d'espèces menacées. Plus

encore : de nouvelles centrales de pompage-turbinage, soutenues par l'État, peuvent être construites dans les zones inventoriées sans mesures de restauration ou de compensation.

L'ambiance qui régnait au Parlement fédéral durant la session d'automne a été décrite comme suit par la conseillère aux États, philosophe et politologue Adèle Thorens Goumaz : « Actuellement, au Conseil des États et au Parlement, on raconte que la biodiversité et le paysage font obstacle au développement énergétique. Nous serions en situation de crise, et donc tout serait permis. Au Parlement, les attaques contre la biodiversité sont brutales ! »

Adèle Thorens Goumaz ne voit certes pas tout en noir : un prix minimal garanti est ainsi également débattu pour le courant écologique. Elle espère des corrections lors de la révision : « Les politiques sont élus pour quatre ans ; autrement dit, ils font du bon travail pendant trois ans », a déclaré Adèle Thorens Goumaz. « Mais, durant la quatrième année, juste avant les élections, les fronts se durcissent. » Elle espère par conséquent que la pression sur la nature et le paysage décroîtra de nouveau en automne 2023 après les élections.

Il convient toutefois de se demander si les attaques menées contre la diversité biologique sont calculées ou si les gens sont tout simplement dépassés par la crise. « Les deux », a répondu Adèle Thorens Goumaz. « La biodiversité est complexe et la compréhension des corrélations n'est pas très bonne. Il est donc difficile de trouver des synergies. La politique se fonde encore fortement sur des lobbys, ce qui manque cruellement à la biodiversité. »

Crises antérieures et biodiversité

Qu'en a-t-il été de la biodiversité lors de grandes crises antérieures ? Est-il possible d'en tirer des enseignements ? Matthias Bürgi, responsable de l'unité de recherche Dynamique du paysage à l'institut fédéral de recherche WSL, a expliqué les incidences de la loi sur la police des forêts de 1876 ainsi que du plan Wahlen durant la seconde guerre mondiale.

La loi sur la police des forêts fut la réponse directe aux inondations massives subies en plaine à la suite de l'éclaircissement considérable des forêts et de leur surexploitation. On considère jusqu'à aujourd'hui que l'introduction d'une sylviculture a permis de faire face à la destruction menaçante des forêts. Mais ce n'est que la moitié de la vérité : « A l'époque de l'introduction de la loi sur la police des forêts, il n'y avait plus de pénurie générale de bois », a précisé Matthias Bürgi. « La Suisse dépendait déjà des combustibles fossiles. » La sylviculture a surtout utilisé la crise liée aux inondations pour faire entendre ses préoccupations.

La gestion de la crise ne fut pas sans conséquence pour la biodiversité. Les forêts claires, souvent pâturées et très riches en espèces devinrent des forêts monotones et riches en réserves de bois, d'où disparurent de plus en plus les espèces tributaires de la lumière. En même temps, les espèces ayant besoin de vieux arbres et de bois mort n'en tirèrent guère bénéfice. Les forêts riches en biodiversité ne purent se maintenir que dans les régions où la population s'opposait à la mise en œuvre de la loi sur la police des forêts – Matthias Bürgi a parlé de villages d'« irréductibles Valaisans »...

Plus catastrophiques encore pour la biodiversité furent la seconde guerre mondiale et les amendements exceptionnels décidés par le Conseil fédéral le 11 février 1941 pour améliorer la production alimentaire. Dans le cadre de cette « gestion de crise », 80 000 ha de zones humides furent asséchés en Suisse et affectés à l'exploitation agricole. Il en résulta des conflits d'objectifs à l'échelon local entre la production alimentaire et la production énergétique qu'il fallait également accroître. Bon nombre de zones humides contenaient de grandes quantités de tourbe. À Wengimoos (BE), on se mit d'accord pour d'abord extraire la tourbe avant de transformer le site en terre cultivée. Ils eurent de la chance dans leur malheur : à l'issue de la guerre, on renonça au coup de grâce, et la zone d'exploitation de la tourbe se transforma en un paysage stagnustre, constitué aujourd'hui d'un bas-marais et d'une zone de reproduction des amphibiens d'importance nationale rendant de nombreux services écosystémiques. « Il est important, en période de crise, de laisser de la marge pour des développements non planifiés », a affirmé Matthias Bürgi.

À l'occasion d'une crise ultérieure, on se félicita que les valeurs naturelles avaient été préservées. « Pendant la pandémie de Covid-19, les gens se sont rendus en plus grand nombre dans les paysages naturels ou proches de la nature afin de se détendre », a expliqué Matthias Bürgi. D'une manière générale, le scientifique préconise, en cas de crise grave, d'adopter un mode de pensée prudent et axé sur le long terme plutôt que de suivre partialement des lobbys qui voient leur heure sonner. Il serait peu clairvoyant de sacrifier la biodiversité en temps de crise. Beaucoup de crises pourraient être mieux surmontées à l'aide de la biodiversité. À l'inverse, beaucoup de crises s'aggravent si la biodiversité est détruite.

Biodiversité utile dans toutes les crises

Anne Larigauderie, secrétaire exécutif du Conseil mondial pour la biodiversité (IPBES), s'est exprimée clairement contre une gestion unilatérale des crises, justifiant sa démarche par les services rendus à l'être humain par la nature. La biodiversité serait parfois très utile dans toutes les crises. La protection, la restauration et la gestion durable des écosystèmes pourraient, par exemple, fournir une contribution essentielle à la protection du climat et à l'adaptation au climat.

Mais le message des services rendus par la nature est-il arrivé aux oreilles des gouvernements ? « Cela dépend de la personne à qui l'on parle », a expliqué Anne Larigauderie. Les gouvernements ne sont pas monolithiques. Il faudrait donc veiller à ce que la diversité biologique soit traitée sur un pied d'égalité dans tous les ministères.

Cependant, à la suite de la crise biodiversitaire, les services de la nature se sont dégradés à l'échelle mondiale : au cours des 50 dernières années, par exemple, ils ont régressé dans 14 catégories sur 18. Cela aggraverait d'autres crises, comme la crise sanitaire et le changement climatique, a expliqué Anne Larigauderie. « Le déclin de la biodiversité et le changement climatique sont corrélés et se renforcent mutuellement. Ils ne pourront être résolus que s'ils sont traités ensemble. »

Amorces de solution dans les terres cultivées

« L'agriculture aussi est tributaire d'une biodiversité qui fonctionne », a affirmé Hannah von Ballmoos-Hofer, de l'Union suisse des paysans. Mais elle doit satisfaire à de nombreuses exigences. Une grande importance doit être accordée à la sécurité d'approvisionnement, que Hannah von Ballmoos-Hofer ne qualifie pas de crise mais de mission permanente, même si la crise sanitaire et la guerre en Ukraine ont remis au premier plan l'importance de l'approvisionnement. En 2022, 78% de la population approuvait le principe selon lequel la Suisse devait être aussi indépendante que possible des importations étrangères. S'il fallait parler d'une crise dans l'agriculture, elle concernerait les revenus, selon Hannah von Ballmoos-Hofer. Les revenus des paysans seraient inférieurs à la moyenne.

L'agriculture en veut à la promotion de la biodiversité pour diverses raisons : ainsi, les haies ou les prairies de qualité en zone rurale ne sont pas prises en compte dans les 3,5% de surfaces de promotion de la biodiversité exigées par l'État, et de grandes quantités de pesticides sont utilisées lors de l'élimination de jachères. À cela s'ajoute que les produits haute tige sont des rossignols.

La représentante de l'Union suisse des paysans a ébauché plusieurs amorces de solution. En fait surtout partie l'accroissement de la souplesse en matière de mesures écologiques, afin de ne pas monter les crises l'une contre l'autre, et d'accroître la qualité écologique des surfaces existantes au lieu de créer de nouvelles surfaces pour la biodiversité. De plus, les consommateurs devraient aussi assumer leur part de responsabilité.

L'importance de nos habitudes alimentaires et la possibilité de créer davantage de surfaces pour la biodiversité ont été illustrées par Priska Baur, agroéconomiste indépendante de Zurich. Il faudrait nettement réduire la consommation de produits animaux : « Les habitudes flexitariennes, basées sur une cuisine savoureuse, variée, créative et surtout végétale doivent donner l'exemple. » Il faut sensiblement diminuer la production animale en Suisse, selon la scientifique, car elle n'est pas

adaptée au site : sans les importations annuelles de plus d'un million de tonnes de fourrage, la Suisse ne pourrait produire que la moitié moins de viande.

L'adoption d'une culture alimentaire plus riche en biodiversité doit surmonter de nombreux obstacles, a précisé Priska Baur. En font partie les mauvaises incitations politiques et une répartition asymétrique du marché. Les intérêts seraient en effet bien organisés et cofinancés par l'État au niveau de la production, mais ceux des consommateurs et de la population dans son ensemble seraient au contraire insuffisamment représentés par la politique.

Cependant, la politique agricole n'est pas la seule à être sollicitée, selon Priska Baur. Les chaînes de distribution devraient assumer leur part de responsabilité, jusque dans la restauration, qui consomme la moitié de la viande. En effet, une production animale élevée ne profiterait pas en premier lieu aux paysans, mais aux sous-traitants et à l'industrie de transformation, ainsi qu'au commerce. Et il faudrait aussi de surcroît une offre végétarienne et végane beaucoup plus attrayante dans les restaurants et les cantines.

Priska Baur mise sur une société libérale et ses idées fournissent des impulsions au niveau politique, économique et individuelle, concernant la manière de mieux adapter la production et la consommation aux limites locales et mondiales des écosystèmes. Cela permettrait d'améliorer la sécurité d'approvisionnement nationale et internationale, et de mieux sauvegarder et promouvoir en même temps la biodiversité.

Dörte Bachmann, du groupe SV, leader de la gestion d'hôtels et de restaurants et domicilié à Dubendorf, près de Zurich, s'est exprimée au sujet de la responsabilité du commerce et de la restauration. Le groupe gère notamment des restaurants d'entreprise et des services de livraison et de restauration. Dörte Bachmann a souligné que la demande en viande demeurait grande. Selon elle, on s'efforce de préparer des produits végétariens et véganes de grande qualité, d'acheter davantage de produits labellisés, d'éviter le gaspillage et de former en conséquence le personnel des entreprises.

Objectif sécurité alimentaire

Hannah von Ballmoos-Hofer, de l'Union suisse des paysans, a souligné à nouveau durant la table ronde que l'exigence d'une extensification serait vaine si la consommation ne s'adaptait pas : « Il faut prendre en compte l'ensemble du système, et non seulement les producteurs. Nous ne pouvons pas influencer sur l'alimentation de la population au travers de la politique agricole. Les paysans font déjà beaucoup pour la biodiversité, mais ils ne reçoivent pas la reconnaissance qu'ils mériteraient. » Elle souligne également que l'Union des paysans s'est même prononcée contre la culture de céréales sur les surfaces de promotion de la biodiversité - que réclamaient certains milieux en raison de la guerre en Ukraine.

Priska Baur a plaidé en faveur d'une poursuite de la réforme agraire, qui se serait arrêtée à mi-chemin. « La politique agricole est encore toujours avant tout une politique des revenus. La multiplication des régulations est le revers du maintien des droits acquis », a déclaré l'agroéconomiste. Cela ne serait ni dans l'intérêt de l'agriculture ni de la sécurité alimentaire de la Suisse. « La politique continue de traiter les paysans comme des cas particuliers et non comme des PME. » Dans un secteur fermé et isolé, aucune identité d'avenir ne pourrait voir le jour. Concernant la sécurité alimentaire, ce n'est pas une production alimentaire domestique aussi forte que possible qu'il faudrait, mais une production durable du point de vue économique et écologique. La biodiversité en fait bien entendu partie.

L'agriculteur Hans Braun, qui gère avec sa famille la vaste ferme de Lehenhof ainsi qu'un magasin de ferme à Rothrist (AG), a trouvé une nouvelle identité. Un quart de son exploitation consiste en surfaces de promotion de la biodiversité. En ce qui concerne le bétail, Hans Braun mise sur la race robuste Swiss Fleckvieh, qu'il a lui-même sélectionné, pratique la pâture intégrale, produit une bonne viande et du bon lait, renonce aux substances minérales, aux pesticides et aux achats de fourrage ainsi qu'aux antibiotiques. En adoptant cette dernière mesure, il se bat contre une autre crise, à savoir la propagation des résistances aux antibiotiques. Il vend son lait sous le nouveau

label « Retour aux Sources », qu'il a développé conjointement avec Aldi Swiss. Aldi paie 15 centimes de plus par litre que Coop et Migros - et pourtant le lait est vendu meilleur marché en magasin. La ferme ne connaît pas de crise des revenus, telle qu'elle existe dans de nombreuses autres exploitations de Suisse. « Je vis bien », a affirmé Hans Braun. Pourtant, le système agricole de la Suisse pourrait lui mettre des bâtons dans les roues. En effet, la politique agricole prévoit de défavoriser l'élevage en plaine.

Gestion confuse de la crise dans le secteur énergétique

Actuellement, la crise énergétique fait la une des médias : la sécurité de l'approvisionnement énergétique européen ne va plus de soi. Des pénuries menacent ainsi que des réseaux instables. En Suisse, la construction d'accumulateurs est considérée comme indispensable. Mais elle entraînerait des conflits d'objectifs avec la nature et le paysage.

Daniel Fischlin, CEO des centrales Oberhasli AG (KWO), est conscient que de nouvelles retenues d'eau ou la surélévation des barrages existants auraient d'abord un impact négatif sur la biodiversité. Mais il montre aussi que KWO s'engage fortement pour le maintien des terres cultivées et des milieux précieux tels que les prairies et les pâturages secs. Il renvoie en outre à une autre prestation importante fournie par les centrales : la fonction d'amortissement des accumulateurs en cas de fortes précipitations, lesquelles sont de plus en plus fréquentes.

KWO emploie aujourd'hui huit écologues. Les assainissements des cours d'eau prévus par la loi sont achevés, et environ la moitié de la zone de concession (490 km²) est constituée de zones protégées. Un problème réside dans le fort accroissement du nombre de visiteurs et les mauvais comportements dans les zones protégées, a déploré Daniel Fischlin. À ce sujet, la société KWO est prête à assumer une part de responsabilité à l'avenir dans la canalisation et l'information des visiteurs.

Les défis imposés par la construction de grandes installations solaires sont nouveaux. Le nouvel article 71a de la loi sur l'énergie entend promouvoir rapidement l'accroissement des capacités de la production d'énergie solaire par de grandes installations en Suisse. En contrepartie, des procédures éprouvées en matière de droit territorial deviendront caduques. « Comme l'obligation de planification est supprimée au niveau des communes et des cantons, la planification peut revenir aux seuls investisseurs », a expliqué Herbert Bühl, du bureau d'études Winzeler + Bühl. « Le législateur mise ici apparemment sur l'absence de planification. » En raison des critères fixés par la Confédération concernant les grandes installations photovoltaïques (rendement élevé en hiver, p. ex.), celles-ci devront surtout être installées en montagne.

Selon une étude, de nombreuses surfaces potentielles se situent dans les parcs d'importance nationale, dans le patrimoine mondial de l'Unesco, dans les objets de l'inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels ainsi que dans les zones d'estivage, jusque-là peu affectées. « Les communes des parcs et les communes concernées par le patrimoine mondial de l'Unesco devraient se rendre compte que la reconnaissance en tant que parc ou patrimoine mondial requiert un certain volume de paysages naturels et de milieux intacts », a précisé Herbert Bühl. Elles devraient donc renoncer au label, en cas de construction de grandes installations solaires.

Plusieurs surfaces potentielles se situent dans les domaines skiables, qu'il faudrait privilégier pour la construction de grandes installations aussi bien du point de vue écologique qu'économique, selon Herbert Bühl. D'abord, il s'agit de zones déjà sollicitées et, ensuite, les remontées mécaniques ont besoin d'un maximum de courant quand le soleil brille et qu'il faut transporter de nombreux skieurs. La production et la consommation sont ici liées. « L'expansion d'installations industrielles dans des zones alpines jusque-là peu touchées se fait en revanche au détriment de l'économie alpestre, des milieux et du tourisme doux », a dit Herbert Bühl. « Il ne s'agit pas de quelques sites d'implantation, mais de 24 km² ! » Le renoncement à la planification causerait de gros dégâts : « Une crise démocratique a été instaurée », estime Herbert Bühl. « La marge de manœuvre ne cesse de se réduire pour les pouvoirs publics. » En tout cas, les communes pourraient encore influencer sur les projets au travers du plan d'affectation des zones.

Nils Epprecht, de la Fondation suisse de l'énergie, a souligné que les installations photovoltaïques créées le long des routes et des voies ferrées étaient de loin le mode de production d'électricité le plus soucieux de la biodiversité. Cependant, les capacités requises ne pourraient être atteintes avec la rapidité nécessaire que si l'on recourt aux surfaces dégagées. Mais une norme écologique minimale s'impose d'urgence à cet égard, à l'instar du label de qualité efficace « Naturemade star » pour l'énergie hydraulique, selon Nils Epprecht. Cela implique la promotion et l'entretien de la biodiversité ainsi que des mesures de compensation pour les préjudices inévitables. « Un équilibre national des intérêts entre la protection et l'utilisation, assorti d'objectifs ambitieux, paraît incontournable pour relever les deux défis du siècle, le réchauffement climatique et le déclin de la biodiversité. »

Raymond Beutler, de l'office pour les communes et l'aménagement du territoire du canton de Berne a souligné que les cantons s'intéressaient beaucoup à une stratégie globale. Cependant, à l'heure actuelle, la vision globale des projets planifiés ferait défaut.

Manque de récits sur la biodiversité

La perception des crises et le choix des solutions dépendent en grande partie des récits sociétaux prédominants, c'est-à-dire de nos schémas de pensée, d'explication et d'interprétation. Le récit permet de construire et de reconstruire le monde, a expliqué Antonietta Di Giulio, de l'Université de Bâle. Cela s'appliquerait aux individus aussi bien qu'aux institutions, aux organisations et aux protagonistes étatiques. Il y aurait, par exemple, en Suisse, le récit de la neutralité ou le récit de la Défense nationale, tous deux partagés par de nombreuses personnes. Cependant, tous les Suisses ne suivraient pas ce schéma de pensée ; de nombreux récits différents pourraient se côtoyer, et il en résulterait de nouveaux récits, comme celui du Friday for Future.

Les récits sont puissants, car ils servent à communiquer le savoir et l'identité et à justifier les actes, selon Antonietta Di Giulio. Ils sont ensuite efficaces, si leurs messagers ont un poids social (Greta Thunberg, p. ex.), s'ils peuvent être connectés à des narrations prédominantes et des thèmes d'actualité, s'ils sont adaptables, s'ils ont une teneur élevée en vécu et s'ils sont compréhensibles, cohérents et plausibles.

La scientifique a dû toutefois constater que la communication relative à l'environnement et à la durabilité n'avait guère abouti à des récits sociétaux efficaces. Après avoir consulté les factsheets de la SCNAT au sujet de la biodiversité, Antonietta Di Giulio en est arrivée à la conclusion : « Aucune vision d'avenir ne transparait, l'équité et la qualité de la vie ne sont pas thématiques, le vécu y est pratiquement inexistant, nous sommes tous des méchants. Ces fiches d'information sont une invitation à l'autodestruction, mais ce ne sont pas des récits. »

Comment parvenir à activer les récits urgemment requis sur la biodiversité ? Il faudrait des slogans, des images, des chansons etc., a expliqué Antonietta Di Giulio. La communauté scientifique devrait travailler activement avec des schémas de pensée, d'explication et d'interprétation et se montrer plus visible ; cela constituerait une participation légitime au discours sociétal.

Des récits efficaces, c'est ce que peut offrir le concept « One health », qui a pour objectif de remédier aux crises socioécologiques par une étroite collaboration entre la société, la médecine humaine et vétérinaire ainsi que les sciences humaines et sociales. La santé des humains, des animaux et des végétaux est considérée comme un bien public. La coopération transdisciplinaire offre les moyens de faire face à la destruction de nos bases existentielles par une nouvelle éthique en matière de responsabilité collective, a déclaré Jakob Zinsstag, du Swiss tropical and public health institute d'Allschwil. Le vétérinaire a présenté notamment l'exemple impressionnant d'une coopération et coordination étroite entre des États africains ayant permis l'éradication de la rage et des gains précieux en capital humain - et ce sans impact sur l'environnement. Des scénarios similaires peuvent être développés pour la réduction de l'emploi d'antibiotiques et de pesticides et donc la promotion de la biodiversité.

Quelle recette de succès peut-il donner à la communauté biodiversitaire ? « Le facteur humain est fondamental », a affirmé Jakob Zinsstag. « Il faut rencontrer des gens disposés à coopérer. » La

pandémie de Covid-19 pourraient offrir d'autres enseignements précieux : après la crise, il s'agit selon lui de restaurer la confiance dans un discours scientifique. En période de crise, il est extrêmement important de dire ce que l'on sait et ce que l'on ne sait pas.

Recherche commune de solutions

« De nombreuses crises ont été présentées durant le congrès – des crises qui se chevauchent en partie et qui sont vues d'un œil très différent par les divers protagonistes et « reconnues » comme crise – ou bien non », a expliqué, en guise de conclusion, Thomas Häusler, journaliste scientifique et responsable du projet Climat et énergie au WWF. Néanmoins, bon nombre de ces crises seraient réelles et feraient précisément partie de récits que l'on peut développer et gérer.

Le mode « crise » exigerait selon lui une action rapide et déterminée – ce qui est certes justifié, mais peut aussi donner lieu à une vision étroite. Les crises fourniraient aussi souvent le prétexte de se débarrasser de choses désagréables, selon Thomas Häusler. Cette vision étroite concernerait avant tout la perception de corrélations sociales. Si on les connaît mal ou si on les prend trop peu en considération, cela pourrait entraîner des conséquences négatives graves, car bon nombre d'objectifs ne peuvent être atteints sans la participation de la société.

« La crise sanitaire a été et est un laboratoire réel, permettant de bien observer ces corrélations », a précisé le collaborateur de longue date de la radio SRF. « Une simple maladie infectieuse s'est avérée un problème social d'une extrême complexité. Il y a eu beaucoup de frictions, et bien des mesures apparemment raisonnables ont été en tout cas freinées – malgré la gravité de la crise. » Dans une crise chronique, telle que le déclin de la biodiversité, il serait d'autant plus important d'instaurer une compréhension de la crise aussi largement partagée que possible. Sinon il faudrait en permanence obtenir les mesures indispensables d'une forte minorité de blocage voire d'une majorité.

Thomas Häusler a préconisé d'essayer de nouveaux schémas de pensée et de se laisser inspirer par d'autres : « Par exemple par les climatologues, qui se sont dit : si, après des épisodes météorologiques extrêmes, dont l'être humain a vraiment souffert, nous pouvons mettre en évidence que tel type d'événement concret, mortel et coûteux a probablement augmenté du facteur X en raison du réchauffement climatique, cela permettra peut-être de convaincre certains sceptiques. » Thomas Häusler espère la présence de champions de la communication à l'intérieur de la communauté biodiversitaire. Car la communication avec les citoyens, avec les politiques et avec les hommes d'affaires ne s'improvise pas.

Il serait essentiel pour tous les protagonistes de sortir de leur cadre et d'adopter une autre perspective, y compris celle des adversaires. « Une des choses les plus importantes que le journalisme m'a appris, c'est que toutes les personnes qui se querellent au sujet d'un problème ont raison quelque part. Elles ont toutes des raisons de voir les choses comme elles les voient. Très peu sont d'une autre opinion par simple frivolité. Si je rencontre mes adversaires, si je leur parle et si je les écoute, je découvrirai leur opinion et leurs motifs. Des recoupements apparaîtront, et il en résultera des amorces de solutions profitant aux deux approches. »

Dans sa conclusion du congrès, Daniela Pauli, responsable du Forum Biodiversité Suisse, a souligné que la science devait parler d'un langage beaucoup plus clair dans le domaine de la biodiversité. Il s'agit selon elle de répondre à plusieurs questions sans équivoque : que perdra la Suisse si davantage de milieux sont dégradés et si même les biotopes d'importance nationale – minuscules résidus de milieux caractéristiques et précieux – sont exclus par une affectation ? Que signifie le déclin de la biodiversité pour le climat de demain et la production alimentaire, pour la protection contre l'érosion, les inondations et les glissements de terrain, pour le bien-être de l'humanité ? La science doit encore fournir davantage de chiffres et de faits à cet égard (y compris en francs suisses), lesquels montreront que la biodiversité fait partie de la solution. Il faut en outre des visions d'avenir pour promouvoir le changement requis. À cet effet, la communauté biodiversitaire devrait élaborer des récits positifs et efficaces. « À ce sujet, nous pouvons apprendre

beaucoup de la communauté climatique, qui est en avance de 15 ans dans ce domaine », a déclaré Daniela Pauli.

Il s'agit désormais de rechercher ensemble des solutions judicieuses sur la manière d'exploiter le sol de la Suisse. « Nous devons nous départir d'un schéma de pensée sectoriel », a déclaré Daniela Pauli. « Tous les acteurs doivent dialoguer sur un pied d'égalité et traiter avec équité les différentes demandes de surfaces, y compris celles nécessaires à la sauvegarde et à la promotion de la biodiversité. Aborder les crises dans leur intégralité et rechercher ensemble des solutions - nous ne tirons pas par hasard cette conclusion après chaque SWIFCOB. »

SWIFCOB : dialogue entre recherche et pratique

Le « Swiss Forum on Conservation Biology » (SWIFCOB) est une manifestation annuelle organisée par le Forum Biodiversité Suisse. SWIFCOB 23 s'est adressé aux chercheurs, aux spécialistes de l'administration, des bureaux d'études et des fédérations, ainsi qu'à d'autres personnes intéressées. Le congrès a bénéficié du soutien de l'OFEV et de l'OFAG.

Le présent rapport, les PDF des présentations ainsi que les podcasts du congrès sont disponibles sous : biodiversite.scnat.ch/swifcob

Traductions : allemand/anglais -> français : Henri-Daniel Wibaut, Lausanne. Français -> allemand : Anne Berger, Bolligen.